

Réassurance

Les taux de cession légale harmonisés

AEE
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Economie en charge du secteur des Assurances, Régis Immongault, a eu, le 28 décembre 2017, à Libreville, une séance de travail avec le président de la Fédération gabonaise des sociétés d'assurance (Fégasa), Joël Muller, et celui du conseil d'administration de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré), Edouard Pierre Valentin.

Au cours de cette rencontre, le procès-verbal des travaux sur l'application des taux sur la cession légale en réassurance, fixés par la Loi 008/2017 du 3 août 2017, a été remis au



Photo : AEE

Le ministre Immongault (3e à g) à l'issue de la réunion avec les responsables de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré).

membre du gouvernement. « Un projet avait été proposé pour la faire passer à un montant un peu plus important. Ce que la fédération a souhaité discuter avec la SCG-Ré, pour affiner un peu les taux », a confié

Joël Muller. Initialement fixé à 15%, puis à 50% par ladite loi, au regard du contexte économique qui prévaut dans le pays, cette loi a été revue par les partenaires économiques. « Il est clair que

nous avons eu une action intensive en matière de taux, mais en tenant compte du contexte économique, il serait souhaitable d'aller vers la progressivité. C'est dans ce sens que le chef de l'Etat et le Premier ministre

ont donné mandat au ministre de l'Economie, afin de discuter avec la Fégasa, la DNA et la SCG-Ré, pour voir comment redéfinir ce qui a été arrêté dans le cadre du projet de loi. Tout en maintenant la stratégie qui consiste absolument à voir un acteur national dans ces activités de couverture du risque », a expliqué Régis Immongault.

A noter que la promulgation de ladite loi n'a pas rencontré l'assentiment du marché. Cela a conduit les compagnies d'assurances, par le biais de leur fédération, à saisir le ministre, afin de lui exposer leurs préoccupations. Celles-ci ont fait l'objet d'un examen lors des rencontres tripartites direction nationale des Assurances (DNA), Fégasa et SCG-Ré.

Budget 2018

L'Oprag va investir dans la formation et les équipements portuaires

AEE
Libreville/Gabon

LE Conseil d'administration de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) s'est tenu le 28 décembre 2017 à son siège sis à Owendo, sous la présidence de Pierre Reteno Ndiaye. Les administrateurs ont particulièrement statué sur le projet de budget de l'exercice 2018.

« C'est le conseil d'administration qui a vocation de valider le budget 2018 de l'Office des ports et rades du Gabon. Il y a des facteurs exogènes, la crise internationale qui frappe effectivement notre entreprise. Ce Conseil a permis de mettre



Photo : AEE

Une vue du conseil d'administration de l'Oprag.

à la disposition de la direction générale des outils, des conseils et des avis pour optimiser toutes les ressources, que ce soit des ressources en capital, financières ou humaines », a indiqué Pierre Reteno Ndiaye, PCA de l'Oprag. Selon lui, l'arrivée du nouveau port a déjà un impact

positif sur l'activité dans le secteur. « Cela a fait baisser un certain nombre de coûts qui impactaient les marchandises sur le plan national, et a également contribué à l'abaissement du coût de la vie au Gabon. Aussi, l'arrivée du nouveau port a-t-elle permis de créer des emplois nouveaux et ré-



Photo : AEE

Photo de famille à l'issue du conseil d'administration.

duire le chômage», a souligné M. Reteno Ndiaye. Pour les administrateurs, l'Oprag, en sa qualité d'autorité portuaire, a désormais un rôle de régulation sur le domaine, étant donné qu'il a concédé toutes ses activités d'exploitation à des partenaires privés.

« Nos investissements iront pour l'année 2018 sur la formation des officiers et surveillants de ports et aussi sur l'équipement de nos capitaineries principales et secondaires en matériels de surveillance et de sécurité », a révélé Sayid Abeloko, directeur général de l'Oprag.

Développement des chaînes de valeurs agricoles

Le renforcement des capacités des femmes pour booster l'agriculture

Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, a récemment réuni à Libreville plus de 300 femmes. Cette rencontre a été mise à profit pour échanger avec les intéressées et déterminer leurs besoins en formation sur le développement des chaînes de valeurs dans le secteur agricole.

Le but de cette initiative est d'aider les femmes rurales et urbaines à identifier et à répondre à leurs besoins et préoccupations à travers leurs activités agricoles, tout en accédant aux moyens de production. Ainsi, les participantes ont

formulé leurs besoins en fonction de leur secteur d'activité agricole (production, transformation et commercialisation).

« Je tiens à remercier la FAO et le ministère de l'Agriculture qui ont pris l'initiative de consulter les femmes dans le processus d'élaboration des contenus de formations sur la transformation des produits agricoles car, avant, on recevait des formations qui ne tenaient pas compte des réalités de chaque femme », a indiqué Marie-Paule Nyanguï, une participante. Avant d'ajouter: « cette nouvelle approche qui se veut participative place la femme au centre des décisions et la valorise. » Et le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Aubierge Moussavou, de souligner: « si nous voulons



Photo : D.R

La femme pour un rôle majeur dans la production agricole au Gabon.

nous lancer dans les activités agricoles, et assurer la production agricole ou la transformation des produits, il faudrait au préalable des techniques de base. C'est pour cette raison que nous voulons organiser des formations pour vous accompagner dans le secteur de l'agriculture. Mais ces

formations ne peuvent pas se faire si nous ne connaissons pas vos attentes, vos difficultés et vos profils. » La recette imaginée pour mieux répondre à la demande en matière de renforcement des capacités des femmes a été donnée par Huguette Biloho Essono, chargée de Pro-

gramme à la FAO Gabon: « nous avons jugé utile de consulter les principaux bénéficiaires, car au vu de nombreuses sollicitations de ces dernières, il y a un réel besoin en matière de formation initiale pour les novices, et de perfectionnement pour celles qui sont déjà engagées. »

Au terme de ce processus, et après la remise du rapport, des échanges entre l'agence onusienne et le ministère de l'Agriculture permettront de décliner les politiques publiques dans le secteur agricole en matière de renforcement de capacités. Cette consultation, qui a suscité l'adhésion et l'engouement des femmes, démontre leur volonté de changer de paradigme et de contribuer à l'essor de l'agriculture dans notre pays.

Brèves

Banques africaines/ Les perspectives 2018, selon Moody's

Dans un récent rapport d'analyse qui couvre 41 banques dans 11 pays africains aux économies les plus dynamiques ou importantes en volume, l'agence de notation Moody's a placé à "négative" les perspectives de 18 de ces établissements bancaires. Seulement trois banques (opérant notamment au Maroc) sont dans des perspectives positives, tandis que 20 restent dans la stabilité sur le court terme. La Tunisie et l'Afrique du sud concentrent le gros des banques aux perspectives négatives. L'Egypte et le Nigeria concentrent quant à eux l'essentiel des banques aux perspectives stables. Dans l'ensemble, Moody's estime que la rentabilité actuelle du secteur bancaire sera maintenue en 2018. On peut s'attendre, selon ses experts, à des rendements moyens sur les capitaux propres de 17% et à des rendements sur l'ensemble des actifs de 2%.

Secteur bancaire/ BMCE Bank of Africa a lancé sa banque islamique BTI Bank

Le groupe BMCE Bank of Africa veut faire de sa filiale islamique un modèle au Maroc. « Nous sommes convaincus que l'expérience historique de notre partenaire et sa forte connaissance du marché nous permettront de faire de BTI Bank un modèle pour les banques participatives au Maroc », a déclaré Brahim Benjelloun Touimi, le directeur général du groupe marocain, selon un communiqué officiel. Ce commentaire a été fait le 26 décembre 2017, à l'occasion du lancement officiel de BTI Bank. BMCE Bank of Africa en est l'actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et son partenaire du Bahreïn contrôle le reste des 49%. L'ambition de leadership du groupe marocain rencontrera cependant une sérieuse concurrence sur le marché de la banque islamique dans le royaume chérifien.

Nigeria/Le Britannique Savannah Petroleum négocie le soutien d'un fonds islamique, dans le cadre de son projet d'expansion

Savannah Petroleum, une compagnie britannique opérant en Afrique, serait entré en partenariat avec ASMA Capital, un gestionnaire de fonds incorporé au Bahreïn, et qui gère un fonds infrastructurel pour la Banque Islamique de Développement. Le groupe pétro-gazier souhaite ainsi mobiliser jusqu'à 250 millions \$ pour financer l'acquisition du groupe pétrolier nigérian Seven Energy. Selon des sources proches du processus, ASMA pourrait y apporter une première contribution de 30 millions \$ (environ 17 milliards 400 millions de francs).